

Pourquoi ils se lèvent tous pour WIN

Gérard Mestrallet, Henri Proglia, Luc Oursel, Eric Scotto, Nicolas(s) Mayer-Rossignol et Rouly, Edouard Philippe, Sandrine Hurel, Estelle Grelier... Ce sont quelques-unes des signatures qui figurent au bas de la lettre qui vient de parvenir sur le bureau du Premier ministre. Du lourd. Son objet ? La plate-forme de démonstration WIN, une sorte de jardin des supplices pour éoliennes supposé sortir des flots au large de Veulettes d'ici 2016... à condition que le gouvernement veuille bien lui accorder un traitement de faveur. L'enjeu est clef pour les industriels. Ils comptent sur ce laboratoire à ciel ouvert pour former leurs techniciens, tester les composants et rassurer des banquiers qui aiment à voir pour croire.

Depuis 2010, une douzaine d'éoliennes géantes tournent en permanence au large de l'île allemande de Borkum à 45 kilomètres des côtes teutoniques. En arrière-plan, la mer (du Nord) à perte de vue, un hélicoptère maritime et un poste de transformation offshore.

Bienvenue au parc Alpha Ventus, une plate-forme expérimentale construite par un consortium de cinquante institutions et entreprises au prix d'un investissement de 250 millions d'euros.

Dans ce laboratoire à ciel ouvert qui fournit de l'électricité à 50 000 foyers, on teste de nouvelles fondations, des convertisseurs, des générateurs, des moyens de mesure... On cherche à améliorer le taux de disponibilité des éoliennes ou l'intégration du courant produit en mer sur le réseau électrique. On évalue l'impact sur le milieu marin et la faune. Des techniciens s'entraînent à la descente en rappel depuis un hélicoptère... Le tout obéit au dernier cri de la modernité.

Un Alpha Ventus, bis

Verra-t-on un jour le même genre de paysage depuis la côte normande ? C'est précisément ce pour quoi bataille la filière Énergies avec le projet WIN, acronyme de Wind



Le logo du projet

Innovation in Normandy : une sorte d'Alpha Ventus version française qui serait implanté dans le périmètre de la concession maritime que détient depuis dix ans (sic) la société Enertrag au large de Veulettes-sur-Mer. Le projet prévoit que le parc dit de la Côte d'Albâtre (21 éoliennes à l'origine) se mue en ferme expérimentale.

Pourquoi ils se lèvent tous pour WIN (suite)...

Depuis trois ans qu'ils y travaillent, ses promoteurs ont revu leur copie pour la rendre financièrement plus soutenable, techniquement plus aboutie et administrativement recevable. Ce qui en France ne relève pas de la promenade de santé.

« *Le projet est prêt* » martèlent les signataires* dans leur lettre à Jean-Marc Ayrault.

Akuo Energy entre dans la ronde

Premier changement : la concession de Veulettes détenue par Enertrag et son partenaire allemand va changer de mains.

Aujourd'hui purgée de tous les recours, elle devrait être cédée sous peu au groupe Akuo Energy (Pdt Éric Scotto) qui se présente comme le premier indépendant français dans le domaine des énergies renouvelables.

Si tout se passe comme prévu, Akuo deviendra donc le maître d'ouvrage de WIN.

L'entreprise a le profil de l'emploi, à écouter le délégué de la filière Énergies : « *C'est une société agile qui jouit déjà d'un savoir-faire dans le stockage et qui sait se colleter avec des moutons à cinq pattes* » commente Christophe Deboos.

Nota : *Éric Scotto était, il y a peu, dans le bureau de Nicolas Mayer-Rossignol. Ceci explique cela.*

Du stockage à grande échelle

Au plan technique, le projet a évolué. Dans sa version définitive, il comprend six éoliennes couplées à un système de stockage à terre par batteries : une technologie éprouvée mais jamais testée dans le monde à cette échelle (30 MW). Une innovation grâce à laquelle les concepteurs de WIN espèrent s'attirer les bonnes grâces d'un gouvernement qui ne jure plus que par la transition énergétique.

« *Ce serait un outil formidable pour présenter et exporter la technologie française* » s'enflamment les auteurs de la mise à Jean-Marc Ayrault.

Leur objectif ? Obtenir du Premier ministre qu'il relève le tarif d'achat de l'électricité consenti à l'époque à Enertrag pour le parc de Veulettes. Lequel ne s'élevait qu'à 135 euros du MW. Beaucoup trop peu aux yeux des industriels.

Nota : *RTE pourrait être partenaire pour le projet de stockage.*

L'horizon se dégage

Le chef du gouvernement cédera-t-il aux demandes de Gérard Mestrallet et consorts, au risque de s'attirer les foudres de la commission européenne, très sourcilleuse sur les

aides publiques aux renouvelables (cf. les déboires de l'éolien terrestre) ? Il est permis de le penser.

De son côté, Christophe Deboos veut y croire : « *Cette lettre marque un tournant, c'est un signal de reconnaissance fort de la part d'acteurs dont la voix porte* ».

Dans l'hypothèse d'une réponse favorable, la côte d'Albâtre pourrait voir tourner les toutes premières éoliennes offshore made in France dans deux ans. Autant dire après-demain.

*outre ceux déjà cités : Frédéric Sanchez, Patrick Boulier, Éric Neyme, Guillaume Bachelay, Catherine Troallic, Dominique Chauvel, Marie-Françoise Gaouyer, Didier Marie.

Pour WIN 1 à terre, le dépôt du permis de construire est imminent

La filière Énergies pourrait déposer, à la fin de ce mois, le permis de construire d'un parc expérimental éolien à terre. C'est le projet dit WIN 1.

Le parc en question comprendra deux éoliennes, il sera localisé dans l'enceinte de la zone industrialo-portuaire du Havre, à proximité du centre multi-vrac et de l'usine Etares.

Deux industriels sont engagés dans l'opération pour des raisons différentes.

- Le turbiniériste allemand Nordex y implantera une éolienne expérimentale de grande dimension qui culminera à 120 mètres de haut. Une machine d'une puissance de 3 MW, supérieure à celle de la moyenne des aérogénérateurs aujourd'hui en fonctionnement.

Il s'agit pour Nordex de tester ce que les spécialistes appellent « le grand éolien ».

- Pas de rupture technologique annoncée en revanche pour le français Areva qui y installera une machine pour tester et certifier les composants de sa première éolienne à sourcing « 100 % français ».

Le groupe espère au passage mobiliser la sous-traitance locale que la perspective encore lointaine des parcs en mer tend à refroidir.